

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 15/05/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### PARC EOLIEN LES VENTS DU SANTERRE

71 rue Jean Jaurès  
62575 Blendecques

Références : 2024-E10066  
Code AIOT : 0005108134

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN LES VENTS DU SANTERRE implanté Parc éolien du Santerre 80131 Framerville-Rainecourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN LES VENTS DU SANTERRE
- Parc éolien du Santerre 80131 Framerville-Rainecourt
- Code AIOT : 0005108134

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les vents du Santerre a été autorisée par arrêté préfectoral du 09 octobre 2015 à exploiter un parc éolien composé de 7 machines et 1 poste de livraison, sur le territoire des communes de Framerville-Rainecourt, Herleville, Lihons et Vauvillers.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 03 février 2020 autorise l'ajout d'un poste de livraison supplémentaire.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il n'y a pas de demande de modification en cours pour ce site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Collecte de données	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Transmission suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
6	Déclaration mortalité	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet
7	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats, aucune suite administrative n'est proposée.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un acte de cautionnement en date du 08/04/2020, valable jusqu'au 31/05/2025, pour un montant de 379 762 euros.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental – Réalisation et modalités
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p> <p>Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.</p> <p>Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le parc a été mis en service en septembre 2020. Un suivi environnemental a été réalisé en 2021 (rapport du 17/02/22), selon le protocole 2018 (25 passages répartis entre le 21/05 et le 22/10/2021).</p> <p>La conclusion est la suivante: Sur les 7 éoliennes suivies du parc extension du Santerre et dans un rayon de 50 m autour des mâts, un total de 16 cadavres a été découvert, dont 11 oiseaux et 5 chiroptères.</p>

Pour les oiseaux, un nouveau **suivi est conseillé**.

Pour les chiroptères, des mesures de réductions sont proposées :

- **La mise en drapeau des pales aux vitesses inférieures au cut-in-speed;**

- la mise en place d'un **bridage des 2 éoliennes** du parc les plus proches d'éléments favorables aux chiroptères (délaissés autoroutiers en voie de boisement) et sur lesquelles des cas de mortalité de chauves-souris ont été constatés : **E1 et E2**. Il est également différencié par période du cycle biologique des chauves-souris, la migration printanière, ayant montré une faible activité chiroptérologique quasiment nulle, pourrait ne pas faire l'objet d'un bridage. Ainsi, nous proposons le bridage différencié suivant :

entre le 15 mai et le 31 juillet :

pour une vitesse de vent inférieure ou égale à 5 m/s;

durant les 4 premières heures de la nuit;

pour une température supérieure ou égale à 15 °C.

entre le 1er août et le 31 octobre :

pour une vitesse de vent inférieure ou égale à 7 m/s;

pendant 8h après le coucher du soleil;

pour une température supérieure ou égale à 12 °C.

- Chaque éolienne est équipée d'une lampe halogène blanche au niveau de sa porte d'accès, laquelle se déclenche grâce à un détecteur de mouvement pour permettre la montée des escaliers en sécurité de nuit. **La durée pendant laquelle la lampe reste allumée ne devrait pas dépasser les deux minutes afin de limiter les risques de pollution lumineuse.**

- Les friches herbacées aux abords de la plateforme des éoliennes constituent des habitats privilégiés par les chauves-souris et le Faucon crécerelle, pour la chasse alimentaire en particulier. Afin de limiter leur attractivité, **il est recommandé de les maintenir à ras le plus longtemps possible tout au long de la saison active (mars à octobre en général).**

- Un **nouveau suivi de la mortalité** suivant les recommandations du protocole national 2018, avec un minimum de 20 passages de la semaine 20 à 43 accompagnés de tests de correction des biais observateur et de persistance, permettra de vérifier l'efficacité de la mesure de réduction qu'est le bridage sur la mortalité des chiroptères et des oiseaux.

- Ce suivi sera couplé à un **suivi de l'activité chiroptérologique** en altitude depuis la nacelle d'éolienne de E2. Ceci permettra d'interpréter les données obtenues et d'adapter les paramètres de bridage au besoin.

D'après l'exploitant, le plan d'arrêt des machines est en place depuis le 15 mai 2022. Il est proposé d'acter cette mesure, ainsi que la mise en drapeau des éoliennes en cas de vent faible dans un arrêté préfectoral complémentaire.

L'exploitant n'a pas mis en place de suivi en 2024, comme recommandé par le rapport. Un nouveau suivi sera réalisé en 2025.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir d'éclairage au-dessus des éoliennes, ce qui a été constaté lors de la visite. La mesure de réduction concernant l'éclairage ne peut donc pas être mise en place.

D'après l'exploitant, la plateforme fait l'objet de 2 entretiens par an par l'association «Le jardinier». Les plateformes visualisées lors de la visite étaient entretenues.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant réalisera un suivi environnemental en 2025 dans les conditions prévues par les conclusions du dernier suivi. Celui-ci sera transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Collecte de données**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Collecte et téléversement des données
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.
<b>Constats :</b>
Une preuve du versement des données dans DEPOBIO a été présentée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental dans le cadre d'un projet de renouvellement de parc
<b>Prescription contrôlée :</b>
Pour un projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>
Le parc a été mis en service en 2020, il n'y a pas de projet de repowering.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Transmission suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Transmission des documents – version française
<b>Prescription contrôlée :</b>  Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;
<b>Constats :</b>  Le rapport de suivi a été transmis en juillet 2022.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Déclaration mortalité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration d'accident ou d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.  Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>

La procédure de découverte d'un cadavre a été transmise par mail du 22/04/24. Cette fiche est destinée à être transmise aux chargés de suivis environnementaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La fiche de mortalité doit prendre en compte l'information au BARPI. Une version actualisée sera transmise sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  Des extincteurs sont présents au pied des éoliennes A1 et A2 et comportent bien la date de leur dernière vérification, en 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêts
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>



<p>L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des installations électriques établi par la société DEKRA pour chaque éolienne et chaque poste de livraison.</p> <p>Les rapports de 2023 des éoliennes et du poste de livraison 1 ne montrent pas d'observation.</p> <p>Le rapport 2023 du poste de livraison 2 comporte une observation. Pour ce poste de livraison, le rapport de contrôle 2024 a été transmis, il ne comporte plus d'observation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des accès</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d'inspection, seules les éoliennes A1 et A2 ainsi que le poste de livraison 2 ont été contrôlés (contrôle aléatoire).</p> <p>Les aérogénérateurs A1 ainsi que le poste de livraison étaient fermés à clés et disposaient d'affichage indiquant l'interdiction d'accès à toute personne étrangère.</p> <p>L'éolienne A2 était ouverte car une opération de maintenance était en cours, l'affichage interdisant l'accès était présent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent</p>

notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<b>Constats :</b>  Les éoliennes A1 et A2 sont identifiées par un numéro sur le mât. Il est identique au numéro d'identification de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes A1 et A2 et sur le poste de livraison 2 indiquant: - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur; - la mise en garde face aux risques d'électrocution; - la mise en garde face au risque de chute de glace.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'intérieur du pied des éoliennes A1 et A2 est propre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite